

**Unité départementale de la Marne**  
Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00  
Parc technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51 100 REIMS

Reims, le 21 décembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **TEREOS FRANCE**

Rue de Senlis  
77230 Moussy-le-Vieux

Références : D1 i 2023-909  
Code AIOT : 0005701515

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2023 dans l'établissement TEREOS FRANCE implanté Sucrerie 51230 Connantre. L'inspection a été annoncée le 18/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôles

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEREOS FRANCE
- Sucrerie 51230 Connantre
- Code AIOT : 0005701515
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement TEREOS France à Connantre est spécialisé dans l'extraction du sucre de la betterave. Il s'agit d'une activité saisonnière qui a lieu en automne/hiver (de septembre à janvier). Les installations fonctionnent alors en continu 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Prélèvement d'eau par forage ;
- Risques accidentels ;
- Risques chroniques

#### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Silos	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 8.4.2	Lettre de suite préfectorale	3 et 6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvement d'eau en nappe par forage	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 4.2.1	Sans objet
2	Silos	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 9.3.3	Sans objet
3	Silos	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 9.3.4	Sans objet
5	Bassins	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 21	Sans objet
6	Air	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 3.2.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a présenté à l'inspection le plan "eau" validé par la société, qui permettra, à l'issue des travaux prévus en 2024, de garantir une autonomie complète en eau à l'horizon 2025.

Un défaut d'isolement, déjà présent lors de la précédente inspection en 2022, n'a toujours pas été résorbé : proposition de lettre de suite préfectorale.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Prélèvement d'eau en nappe par forage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements maximaux autorisés
<b>Prescription contrôlée :</b> Prélèvement maximal autorisé en 2022 : 175 000 m <sup>3</sup> 2023 : 140 000 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> Les prélèvements en eau souterraine s'élèvent à 134 118 m <sup>3</sup> en 2022, en deçà de l'autorisation. Au jour de la visite le prélèvement en eau souterraine s'élève à 97 733 m <sup>3</sup> . La projection théorique de l'exploitant à la fin de l'année 2023 s'élève à 110 000 m <sup>3</sup> .  L'exploitant a présenté le jour de la visite le plan « eau » validé par la société afin de garantir une autonomie complète en eau d'ici 2025.
<b>Observations :</b> Pour atteindre cette autonomie complète en eau à l'horizon 2025, le bassin à eau condensée sera creusé pour obtenir une capacité totale de 300 000 m <sup>3</sup> . Ces travaux sont prévus entre la campagne sirop et la campagne betteraves. L'exploitant prévoit de déposer un porter à connaissance sur le sujet. Aussi, l'exploitant indique qu'il risque de dépasser le prélèvement maximal autorisé en 2024 du fait de ces travaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Silos

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 9.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Appareils exposés aux poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> Les organes mécaniques mobiles seront protégés contre la pénétration des poussières ; ils seront convenablement lubrifiés et vérifiés. [...]

<p>En outre les organes mécaniques mobiles susceptibles de s'échauffer sont équipés de capteurs de température. Ces capteurs font l'objet d'une procédure de contrôle et les vérifications périodiquement effectuées sont consignées dans un registre.</p> <p>Le fonctionnement des circuits de manutention est asservi au fonctionnement des systèmes d'aspiration des poussières.</p> <p>Les filtres des dépoussiéreurs sont antistatiques, ils font l'objet de mesures annuelles de débit, perte de charge, et de rejet en poussières.</p> <p>Les matériaux de constitution des godets sont non étincelants (polymères, fer doux).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place une vérification périodique des capteurs de température présents sur les organes mécaniques mobiles susceptibles de s'échauffer via une procédure interne (I-CSU-436), ainsi que le registre de suivi afférent.</p> <p>46 capteurs sur 50 ont pu être vérifiés pour établir un point zéro. Les 4 restants, dotés de thermostats de technologie différente, nécessitent un arrêt d'installation programmée en 2024. Sur les 46 capteurs vérifiés, 1 dysfonctionnait (désilage élévateur 220 « palier supérieur 1 ») et a été remplacé le 4 juillet 2023. La périodicité de vérification retenue par l'exploitant et de 5 ans, à raisons de 8 à 12 capteurs par an.</p> <p>L'inspection considère donc la prescription comme respectée désormais.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'exploitant s'engage à faire vérifier les 4 capteurs de température restants en 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Silos

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 9.3.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillessement des structures</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel périodique des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place une procédure interne d'inspection et maintenance des silos de stockage (E-P-CSU-001) ainsi qu'une fiche de vie regroupant l'historique des travaux réalisés, en février 2023. Le premier contrôle des parois externes des cellules a été réalisé par drone en juin 2023, le rapport afférent a été fourni à l'inspection en ce sens. L'exploitant a en outre réalisé l'inspection des parois du silo annulaire sud en septembre 2023 (visite détaillée de niveau 3), avec notamment un essai à l'arbalète, et a planifié celles des autres silos, en mars 2024 pour l'annulaire du silo central Sud, juillet 2024 pour l'annulaire du silo central nord, et septembre 2025 pour le silo annulaire nord.</p> <p>En ce qui concerne la formation du personnel, seules 3 personnes sont sensibilisées aux visites de niveau 1 pour le moment à l'aide d'un guide des désordres structurels courants (guide interne avec photos).</p> <p>L'exploitant indique que cette démarche globale liée au suivi du vieillissement des silos adoptée sur le site de Connantre doit faire l'objet prochainement d'un encadrement au niveau du groupe TEREOS, y compris pour la mise en place de formations externes spécifiques sur ce sujet pour le personnel.</p> <p>L'inspection constate la mise en place d'une organisation générale pour le suivi du vieillissement des silos et note l'intégration prochaine de cette démarche à l'ensemble des sites du groupe.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Silos

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 8.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection le dernier rapport de vérification des installations électriques en date du 15/03/23. Sur ce rapport figure 11 observations dont 8 ont été levées avant l'inspection. Sur les 3 restantes, 2 sont d'ordres documentaires, caractéristiques des câbles ainsi que la liste des matériels en zone ATEX à mettre à jour, et 1 concerne un défaut d'isolement sur un contrôleur permanent d'isolement sur 110V des locaux électriques silos. L'exploitant indique qu'une nouvelle vérification des installations électriques a été réalisée en novembre 2023. Sur ce dernier contrôle les 3 points évoqués ci-dessus sont récurrents et 5 nouveaux écarts sont apparus, défauts sur les liaisons équipotentielle et mauvais état de la pénétration de câbles dans les presses étoupes. Néanmoins, d'après l'exploitant ces cinq points sont d'ores et déjà résorbés. Concernant le défaut d'isolement, l'exploitant indique que la prestation de recherche du défaut doit avoir lieu prochainement et que l'installation étant en fonctionnement actuellement, que la réparation ne pourrait se faire qu'une fois la campagne betteravière achevée, soit après mi-janvier 2024.
<b>Observations :</b> L'inspection prend note des éléments de l'exploitant et propose à monsieur le préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale. L'exploitant devra résorber le défaut d'isolement constaté dans les locaux électriques silos d'ici 3 mois et réaliser les mises à jour documentaires nécessaires dans un délai de 6 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 5 : Bassins

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Terres de curage des bassins
<b>Prescription contrôlée :</b> Le curage des bassins de stockage est réalisé selon une périodicité justifiée par l'exploitant de manière à garantir les volumes utiles des différents bassins de stockage tels que définis à l'article 4.4.2.2 de l'arrêté préfectoral réglementant la sucrerie. Ces terres extraites sont valorisées et normalisées « support de culture » selon la norme NF U44-551. Elles ne sont pas concernées par le plan d'épandage défini ci-dessus.  L'exploitant met en place un suivi de la valorisation des terres de décantation des bassins. Il justifie les volumes et la conformité à la norme NF U44-551 des terres extraites des bassins.  Les justificatifs sont tenus à disposition à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le curage des bassins de stockage est réalisé selon une périodicité justifiée par l'exploitant dans une procédure interne (I-CSU-919) de manière à garantir les volumes utiles des différents bassins de stockage.  Un suivi de la valorisation des terres de décantation des bassins a été mis en place par l'exploitant. Il se traduit par : > une fiche de suivi des terres de curage par année (F-CSU-939) > une feuille de relevé des tonnages de terres qui indique par client la date et le tonnage de terres reçu correspondant (F-CSU-940) > des analyses réalisées par un laboratoire indépendant (LDAR) afin de justifier de la normalisation

des terres en « support de culture » selon la norme NF U44-551
L'inspection note toutefois 2 modes de distribution de la terre. En effet, soit l'exploitant, faute de place, donne la terre en direct aux agriculteurs locaux, auquel cas le prélèvement des échantillons est effectué directement lors du curage du bassin et les résultats d'analyses sont transmis l'année suivante, soit les terres sont stockées sur l'établissement en attente de commercialisation. Dans ce cas, les analyses ainsi que l'évaluation de la conformité par rapport à la norme NF U44-551 doivent être disponibles dans tous les camions transportant les terres de curage afin de justifier du marquage du produit. Cela doit être fourni au client lors de la livraison.
<b>Observations :</b> L'inspection enjoint l'exploitant à intégrer dans sa formalisation interne les 2 modes de gestion des terres de curage afin de garantir une traçabilité et un suivi optimal selon le mode de distribution retenu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Tableaux des VLE</p> <p>[...]</p> <p>Contrôle spécifique - Conduit n°3 Fours à Chaux A et B après laveur de gaz</p> <p>Durant une période de 2 ans, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant effectue des campagnes d'analyses des rejets des Fours à chaux sur les paramètres PCDD/PCDF et Métaux. Au-delà de cette période, sous réserve des résultats obtenus, l'exploitant peut demander la suppression de cette surveillance après accord de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p><b>Constats :</b> Des dépassements en NOx ont été constatés sur la chaudière 5GV en 2022 pour les mois de mai, juin, septembre, octobre, novembre, décembre. Ces dépassements sont inférieurs à 110 % de la valeur limite autorisée (100 mg/Nm3) pour ce polluant, hormis au mois de mai (112 mg/Nm3). L'exploitant a réalisé l'entretien des deux brûleurs des chaudières en juillet 2023 et a également effectué une opération de maintenance sur les deux laveurs à eau durant l'été. Ces interventions ont permis de revenir à une situation normale. De plus les analyseurs en continu ont été entretenus et vérifiés par Bureau Veritas et FUJI avant le lancement de la campagne 2023. Le jour de la visite, l'exploitant indique que les QAL2 pour les chaudières 4GV et 5GV sont en cours de réalisation (du 16 au 21 novembre 2023).</p> <p>A travers le bilan annuel des émissions atmosphériques, transmis le 03/03/23 par courriel, la société TEREOS a demandé, comme le permet l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral de l'établissement cité ci-avant, de supprimer la surveillance pour les dioxines/furanes et les métaux pour les fours à chaux A et B après laveur de gaz. L'Inspection est revenue sur ce point lors de l'inspection et statue de la manière suivante :</p> <p>&gt; la surveillance annuelle pour les dioxines/furanes sera examinée et en fonction des résultats de mesure des dernières années, un projet d'arrêté préfectoral actera la nouvelle fréquence d'analyse.</p> <p>&gt; la surveillance des métaux montre une teneur non négligeable (environ 50 % de la VLE) sur les 2 dernières années. L'inspection s'interroge donc sur la pertinence de stopper la surveillance pour ce paramètre. En effet, la teneur en métaux est directement liée à la teneur en poussières (fraction particulaire) et il s'avère qu'un dépassement de la VLE en poussière a eu lieu en 2022 et 2021 (respectivement 20,7 mg/Nm3 et 31,7 mg/Nm3 pour 20 mg/Nm3 autorisé). Des actions ont été menées par l'exploitant depuis :</p>

- en 2021 : augmentation de la fréquence de 1 à 2 lavages par poste des séparateurs à gaz ;
- en 2023 : inspection et maintenance du laveur à gaz en inter-campagne.

Aussi, un laveur de gaz ayant un fonctionnement optimal devrait abattre la quasi-totalité des particules présentes dans le flux de gaz ; ce qui n'est pas le cas au vu des constats précédents. Une analyse des fumées a été effectuée récemment par l'exploitant, qui est en attente des résultats afin de valider l'efficacité des actions menées.

Ainsi, sur le paramètre métaux, bien que les analyses des 2 dernières années ne montrent aucun dépassement, l'Inspection propose d'attendre les derniers résultats d'analyse fumées des fours à chaux afin de vérifier la pertinence des actions menées sur le laveur et donc l'efficacité du traitement.

**Observations :**

Au vu des dépassements des 2 dernières années sur le paramètre poussière pour les fours à chaux A et B en sortie du laveur de fumées, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le plan de maintenance associé au laveur de fumées et les principaux travaux réalisés sur les 3 dernières années.

Aussi, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les derniers résultats d'analyse des fumées sur cette même installation, dès réception, pour pouvoir statuer sur les suites envisagées d'une part à l'arrêt de la surveillance des métaux, mais également sur le suivi du paramètre poussières.

**Type de suites proposées :** Sans suite